

LE FAIT DU JOUR

L'ÉDITO

PAR...
@FVEZARD

Impalpable impôt

Les Français, on le sait, ont une relation complexe et passionnée à l'impôt. Ils adorent s'en plaindre, trouvent toujours que les autres n'en paient pas assez et n'hésitent jamais à réclamer l'aide financière de l'Etat quand une crise éclate. Une histoire d'amour et de haine qui prend aujourd'hui un tour nouveau. L'an dernier, la mise en place du prélèvement à la source — un tour de force technologique et administratif — a commencé à rendre l'impôt impalpable. Cette année, la crise du coronavirus semble l'avoir renvoyé encore plus dans l'ombre. Sauf que les contribuables, eux, sont tout sauf naïfs. La plupart ont bien compris qu'il leur faudra payer un jour les dégâts économiques du Covid-19. Alors ils s'interrogent, s'inquiètent et épargnent. Une situation malsaine que le gouvernement ne pourra résoudre qu'en apportant des réponses claires sur sa politique fiscale des mois à venir. Une condition indispensable à la relance de notre économie.

FRÉDÉRIC VÉZARD

IMPÔTS 2020

Une campagne HORS NORMES

Centres des impôts fermés à cause de l'épidémie, procédé automatique pour des millions de foyers... Cette année, la déclaration de revenus ne ressemble à aucune autre.

PAR AURELIE LEBELLE ET MATTHIEU PELLOLI

@AurelieLebelle
@MatthieuPelloli

MÊME quand notre vie est chamboulée, des petites choses ne changent pas. Les nostalgiques du monde d'avant pourront se raccrocher à ce rituel immuable : la déclaration de revenus. Car même à l'heure du prélèvement à la source et du coronavirus, le fisc attend toujours que vous lui adressiez le compte rendu — quand bien même est-il rempli ! — de ce que vous avez gagné l'année précédente. Seule concession faite au virus, le calendrier a été légèrement modifié. La Direction générale des finances publiques (DGFIP) a reporté de dix jours la campagne. Depuis le 20 avril et jusqu'au 11 ou 12 juin — respectivement pour les déclarants en ligne (des départements 55 à 976) et sur papier (tous) —, 27 millions de foyers fiscaux sont donc invités à vérifier et/ou compléter leurs revenus 2019.

Déclaration automatique, prélèvement à la source, crédit d'impôt, report d'acomptes... Notre supplément « Impôt sur le revenu », que vous trouve-

rez aujourd'hui dans un cahier dédié, vous accompagne lors de cette étape clé de la vie du contribuable. S'il reste des zones d'ombre, n'hésitez pas à décrocher votre téléphone (0.809.401.401) pour joindre les agents du fisc ou à envoyer un e-mail via votre espace particulier sur le site des impôts. Ne vous précipitez pas au guichet de votre centre sans rendez-vous ! Les services des impôts des particuliers, qui accueillent chaque année pendant la campagne de la déclaration 4,5 millions de contribuables, sont fermés. Seuls les Français ayant des « questions complexes » auront le privilège d'obtenir un rendez-vous physique. Les autres patienteront, en vain, sur le trottoir (lire notre reportage).

« La mission de service public pas atteinte »

Quitte à créer des tensions. « Il y a, dans toute la France, des petits heurts et des noms d'oiseaux qui sifflent, déplore Olivier Villois, secrétaire national de la CGT-Finances publiques. A Paris, Marseille ou Nice, des contribuables ne comprennent pas que les portes soient fermées au public. »

Dans la capitale, les services des impôts des particuliers ont rouvert le 25 mai, une semaine après les autres départements. « Les centres des XVIII^e, XIX^e et XX^e arrondissements, les plus populaires, ne rouvriront, eux, que le 2 juin, déplore Sandra Demarcq,

contrôleuse des impôts et responsable syndicale à Paris chez Solidaires-Finances publiques. Pendant cette campagne hors normes, une partie de la population, la plus précaire, la plus âgée, celle qui ne parle pas bien le français ou ne sait pas utiliser Internet, est mise de côté. Notre mission de service public n'est pas atteinte. »

Le débat sur le retour de l'ISF refait surface

Mais s'il est probable que de nombreux contribuables n'auront pas d'interlocuteur physique cette année, la plupart s'inquiètent pour la déclaration de l'an prochain. Qui, pensent-ils, pourrait faire mal... Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, a pourtant récemment qualifié d'« indispensable » le maintien des baisses d'impôts (impôt sur le revenu, suppression de la taxe d'habitation), mais les Français redoutent un matraquage fiscal pour éponger une partie des dépenses liées à la crise sanitaire.

Un premier « impôt coronavirus » a d'ailleurs vu le jour. Alors qu'elle devait être supprimée en 2024, la CRDS — une contribution de 0,5 % sur tous les revenus — sera finalement prolongée jusqu'en 2033. Et le débat sur le retour de l'ISF refait surface. Résultat, les ménages restent prudents. « Ils anticipent des charges supplémentaires ou des hausses d'impôts, analyse Anne-Sophie Alsif, cheffe économiste au Bureau d'informations et de prévisions économiques (Bipe). Déjà, le taux d'épargne est passé de 14 % avant la crise à 18 % aujourd'hui, et nous ne voyons pas de changement à venir. Or, la reprise de la consommation, en France, est un prérequis indispensable à la reprise économique. »



27
MILLIONS
DE FOYERS FISCAUX
DOIVENT REMPLIR
LEUR DÉCLARATION
DE REVENUS 2019



REPORTAGE

« J'ai déjà appelé 15 fois pour avoir un rendez-vous »

ARLETTE

UNE CONTRIBUTABLE DE PARIS

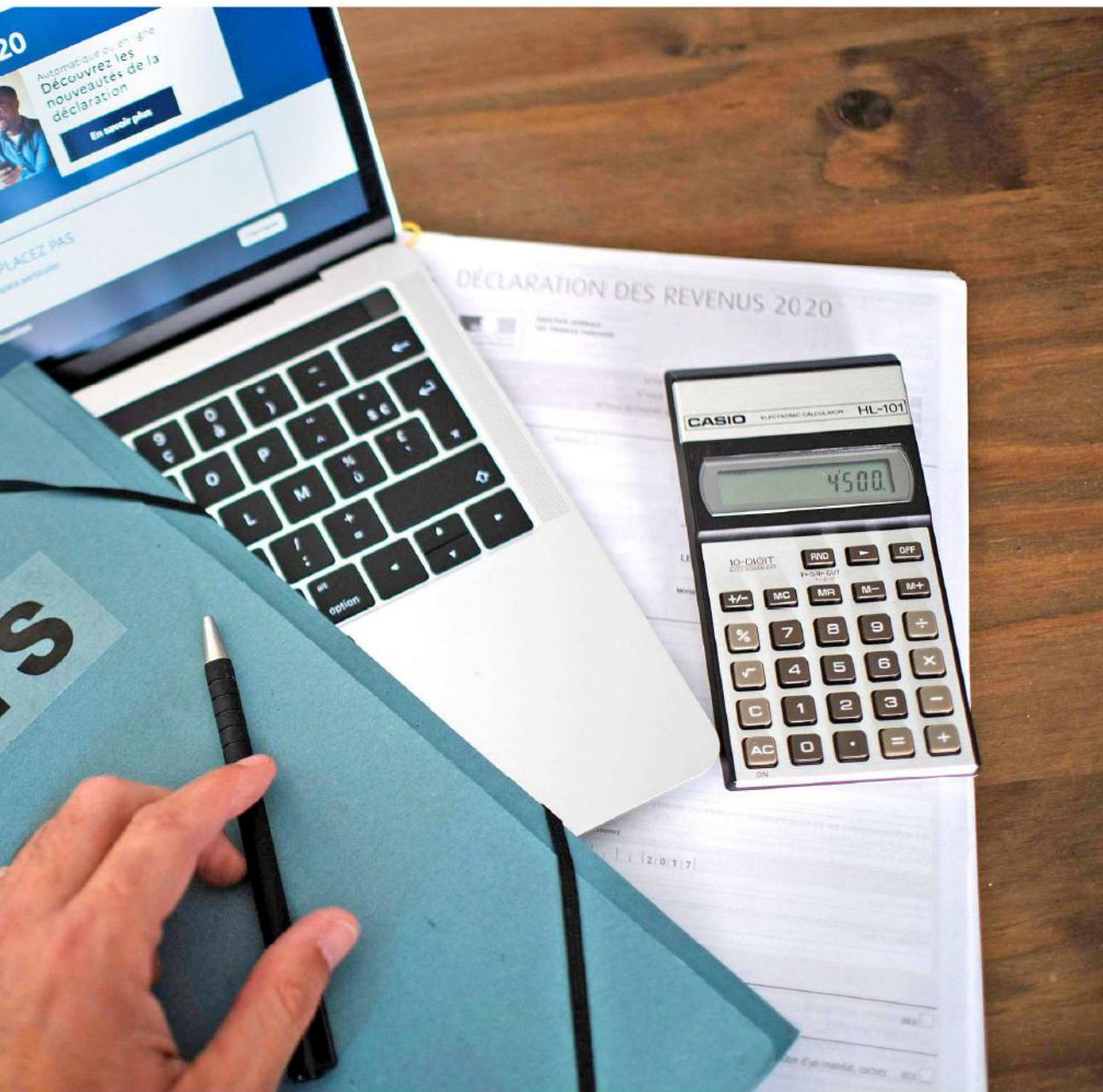
ILS ONT DÉBOULÉ TÔT « pour éviter la foule ». Dossier (épais) sous le bras, chemises cartonnées à la main, ces contribuables matinaux et organisés pensaient faire vite. « Je n'ai qu'une toute petite question à poser », glisse Odette, ce matin-là, à l'approche du service des impôts des particuliers, au 13, rue du Général-Beuret (Paris XV^e). Le hic ? Il n'accueille... que sur rendez-vous.

Une mesure exceptionnelle liée à la pandémie. A l'entrée, deux vigiles polis répètent inlassablement les mêmes mots aux contribuables agglutinés sur le trottoir. « Si vous n'avez pas pris rendez-vous, si vos noms ne figurent pas sur notre feuille, vous ne pouvez pas entrer. » Certains insistent, montent sur leurs grands chevaux — « un comble, même la Poste est ouverte ! » — mais le filtre est impitoyable.

Placardée sur les portes vitrées, une feuille A4 douche les espoirs de ceux qui miseraient sur un retour à la normale : « Le centre des impôts est fermé pour une durée indéterminée. » A côté, on rappelle qu'un délai supplémentaire a été accordé pour le dépôt de la déclaration. Les agents de sécurité distribuent des notices qui détaillent la démarche à suivre afin de voir un conseiller. « Mais j'ai déjà appelé au moins 15 fois pour avoir un rendez-vous, sans réussir, explose Arlette, retraitée. Au bout de quinze minutes ils vous raccrochent au nez alors qu'ils ont oublié de vous envoyer un formulaire. »

« Je voulais récupérer un nouveau formulaire »

« Les mamies et papys ne comprennent pas pourquoi nous leur bloquons l'accès », lâche, embarrassé, l'un des vigiles. Sylvie, 68 ans, est venue spécialement de Châtillon (Hauts-de-Seine) pour la déclaration de Paulette, sa « maman de 98 ans qui dépend du centre des finances publiques du XV^e ». Elle espérait trouver au guichet le formulaire 2042-RICI (réductions d'impôt et crédits d'impôt) dont elle a besoin « pour faire mention des dons aux œuvres ». Elle soupire : « J'ai eu moins de mal à



A Lille, les agents du fisc renseignent par téléphone

Au bureau ou en télétravail, ils répondent six jours sur sept aux questions des contribuables.

LA PREMIÈRE SEMAINE où la campagne de déclaration de revenus a démarré, dès le 20 avril, les téléphones n'arrêtaient pas de sonner. Dans les douze centres impôts service (joignables au 0.809.401.401, prix d'un appel local) en France, quelque 90 000 appels ont été enregistrés. A Lille (Nord), une quarantaine d'agents de la Direction générale des finances publiques (DGFiP) étaient dans les starting-blocks, dans les bureaux du fisc ou chez eux, en télétravail.

« Les appels peuvent durer une ou cinquante minutes, raconte Denis Putkownik, inspecteur à Lille. Cette année, nous avons beaucoup de questions liées à des régularisations, à la hausse ou à la baisse. Les contribuables qui ont eu des augmentations de salaire en 2019, un enfant en moins à charge ou des crédits d'impôts non renouvelés peuvent être appelés à rembourser de l'argent au fisc. Ils ne s'y attendaient pas, pensant que l'impôt à la source gèrerait ça mécaniquement ».

Autre interrogation : la déclaration automatique. « Nous leur expliquons qu'ils doivent vérifier les informations. Le fisc n'a pas, par exemple, de

données sur les crédits et réductions d'impôts. Il est alors capital de modifier la déclaration automatique. » Au bout du fil, parfois, certains contribuables sont en colère. Leur centre des impôts est fermé au public, sauf sur rendez-vous. « Nous estimons récupérer entre 15 et 20 % des contribuables qui se rendent d'habitude dans les centres des impôts », note Clothilde Desbuisson-Smagghe, la responsable du centre impôts service lillois.

Les plus âgés en difficulté

Depuis son petit bureau, installé au 2^e étage de sa maison, Emilie Leblois, contrôleuse en télétravail depuis deux mois, répond à leurs questions par téléphone. « Ils sont inquiets, nous les rassurons en leur expliquant que nous sommes tout aussi compétents que les agents des centres des impôts. Si besoin, nous pouvons mettre en place la navigation assistée pour les guider directement sur leur ordinateur. »

Certains contribuables âgés souhaitent récupérer une version papier de la déclaration de revenus. Crise sanitaire oblige, leurs enfants ne sont pas disponibles pour venir les aider à la remplir sur Internet. « Si c'est un outil qu'ils maîtrisent mal, nous pouvons exceptionnellement leur envoyer par la Poste, précise Emilie Leblois. Après, certains n'ont toujours pas reçu leur déclaration papier à cause des retards de distribution du courrier. Elles ont toutes été envoyées, au plus tard le 20 mai, et ne devraient plus tarder. »

A.L. ET M.P.

“
Nous pouvons mettre en place la navigation assistée pour les guider directement sur leur ordinateur
EMILIE LEBLOIS, CONTRÔLEUSE DES IMPÔTS EN TÉLÉTRAVAIL

récupérer le chéquier de ma mère à la banque... »

Le flux est continu, les uns repartent contrariés, d'autres arrivent « Il y a les inquiets qui veulent être sûrs que tout est bon, les très inquiets qui veulent un coup de tampon, ceux dont la situation change, ceux qui versent une pension alimentaire pour la première fois, ceux qui se demandent s'il vaut mieux prendre un enfant à charge ou déduire les frais », détaille une représentante syndicale de Solidaires-Finances publiques, le premier syndicat des impôts.

« Je voulais récupérer un nouveau formulaire, peste Robert, 74 ans, dessinateur textile retraité. Je déclare sur papier et j'ai fait des ratures. » Un heureux qui avait rendez-vous sort discrètement. « Vous êtes reçu debout, quinze minutes max et masque obligatoire, lâche-t-il. C'est peu convivial, mais j'ai eu les réponses à mes questions. » Derrière lui, un agent du fisc s'extirpe du bâtiment. Les gens se ruent vers lui mais il disparaît derrière une porte cochère : « Je ne peux pas vous parler. »

Paris, hier. Sylvie (à g.) espérait retirer un formulaire 2042-RICI, mais, comme d'autres, elle s'est heurtée à un centre fermé, dont des vigiles filtrent l'entrée.

La représentante syndicale Solidaires déplore : « Les agents aussi souffrent de cette situation. La loi fiscale reste très complexe, les gens ont besoin de nous. Ce que nous voulons, c'est un service public pour tous, partout. Hélas, à Paris, 1 700 emplois ont été supprimés dans les centres des finances publiques depuis 2010. Et en 2020, 182 postes ont disparu, soit 12,13 % des suppressions nationales. »

La crainte du « retour du matraquage fiscal »

Pour certains, la frustration est d'autant plus grande de se voir refuser l'accès qu'ils redou-

tent... de prochaines hausses d'impôts. « A ce moment-là, ils sauront nous trouver, lâche Alessandro, 39 ans, qui n'arrive pas à se connecter à son espace particulier sur le portail. Je touche le chômage partiel car je travaille dans la restauration. Mais tout cet argent public dépensé, il faudra bien le trouver quelque part. » Beaucoup doutent du maintien de la politique fiscale actuelle, malgré les promesses. « Vous avez vu la dette ? s'indigne Odette en pensant à ses petits-enfants. Les chiffres ne mentent pas, et ce qu'ils annoncent, c'est bien le retour du matraquage fiscal ! » **M.P.**

A vos calculatrices et stylos, il ne reste plus que quelques jours pour déclarer vos revenus 2019.

